

# L'OPINION METROPOLITAINE ET LA GUERRE D'ALGERIE

## IV – Paris Match n°678 7 avril 1962

- 1 – qu'est-ce que la fusillade de la rue d'Isly ? (attention à vos sources)
- 2 – comment Paris Match traite-t-il l'info ?



# Editorial

## La part de l'espoir

Ce n'est pas le « oui » de la lassitude et de l'abandon que les Français de la métropole sont appelés à prononcer dans quelques jours. Au contraire. Plus s'avance l'heure du dénouement, plus ils se sentent proches de leurs compatriotes d'Algérie — en dépit des erreurs parfois tragiques auxquelles ceux-ci ont pu être entraînés par des chefs trop passionnés pour être lucides — et mieux ils comprennent leurs craintes, leurs déceptions, tout ce qu'il peut y avoir de douloureux enfin dans l'effort d'adaptation qui leur est demandé par la sagesse, et par l'Histoire. Si les Français disent « oui », ce

sera à la réconciliation de deux communautés que l'activisme s'évertue à séparer par la violence, comme si elles n'étaient pas destinées à vivre ensemble; à la raison, qui ne peut pas choisir le désordre et la terreur contre la paix. Qu'on le veuille ou non, que l'on se plaigne ou que l'on s'en félicite, les accords d'Evian ont créé une situation de fait qui ne laisse pratiquement de choix qu'entre l'aventure, et un acquiescement qui n'exclut ni la prudence, ni l'attention.

Il y a beaucoup d'injustice à accuser d'indifférence les Fran-

çais de la métropole, qui ne se sont jamais dérobés à leur devoir, et qui savent très bien que l'Algérie continuera de peser longtemps encore sur leur destin. Ils ne sont nullement inférieurs à ceux qui les jugent, et ce n'est pas le lugubre espoir de ne plus entendre leurs compatriotes malheureux qui les incline à la paix. Ils pensent que la prolongation de ce drame ne peut plus apporter que malheurs et que ruines inutiles. Ils pensent que si l'on ne peut plus sauver « l'Algérie française », on peut encore sauver les Français d'Algérie. Ce sera la justification de leur « oui ».

## Indonésie : la crise de l'indépendance

Les marins du monde entier ont chanté les merveilles et les envoûtements de Java, l'île aux épices, la terre mystérieuse où cent volcans apportent à la fois la crainte de la mort et une prospérité sans cesse renouvelée par leurs cendres fertiles. On appelait cette région l'Insulinde ou les Indes néerlandaises. On l'appelle aujourd'hui l'Indonésie.

Le 29 décembre 1949, un Etat indépendant a remplacé l'empire hollandais, célèbre pour ses lois d'airain, mais respecté pour ses richesses. Il comprend, outre Java, siège de la capitale Djakarta, les îles de Sumatra, des Célèbes, la plus grande partie de Bornéo (l'autre est anglaise) et environ 3 000 petites îles dont la plus fascinante est Bali.

On attendait une réussite exemplaire car les ressources naturelles sont immenses : canne à sucre, riz, café, thé, cacao, fruits, tabac, quinquina, caoutchouc, pétrole, houille, étain. On attendait la paix car il s'agissait d'une décolonisation accomplie avant les événements d'Indochine ou d'Afrique du Nord. On n'enregistre aujourd'hui qu'un désastreux échec économique au dedans et, au-dehors, la menace d'une guerre avec la Hollande pour la possession de la partie néerlandaise de la Nouvelle-Guinée toute proche. Après l'Egypte de Nasser, après la

Syrie, l'Indonésie plonge la doctrine de l'indépendance à tout prix dans une nouvelle crise.

La Nouvelle-Guinée, habitée par quelque 700 000 Papous, reste encore sous administration hollandaise. Les leaders locaux participent à la gestion des affaires grâce à un conseil national créé l'an dernier. Un référendum d'autodétermination aura lieu dès que la formation politique des Papous — assurément fort limitée — le permettra.

Tout le conflit porte sur cette consultation. Le président indonésien Soekarno la juge inutile. Il exige le transfert pur et simple de la Nouvelle-Guinée à son pays. Elle constitue, selon lui, une part non encore léguée de l'empire hollandais. Au contraire, les Pays-Bas subordonnent le transfert au vote des intéressés sous les auspices des Nations unies. Ils déclarent accepter d'avance le résultat.

Des négociations hollando-indonésiennes se déroulent avec des fortunes diverses près de Washington grâce à la médiation des Etats-Unis et de l'O.N.U. A aucun moment pourtant le canon n'a cessé de tonner aux abords de ces îles qu'on avait crues promises au bonheur ou à l'oubli. Les avions indonésiens « Mitchell » et les navires de débarquement multiplient les coups de main. La Hollande vient d'en-

voyer d'urgence en renfort quatre unités navales qui étaient en visite en Amérique et au Mexique. Le président Soekarno, pris entre le puissant parti communiste d'Indonésie et une armée en majorité anticommuniste cherche un succès éclatant pour rétablir son autorité et faire oublier les difficultés économiques.

C'est précisément en Indonésie — à Bandoeng — que les peuples du tiers monde ont compris, pour la première fois en 1955, tout le parti qu'ils pouvaient tirer des principes de liberté que l'Europe enseignait à l'univers. Bon gré, mal gré, les pays européens mis en contradiction avec eux-mêmes ont reconnu l'indépendance de leurs anciennes possessions afin de respecter leur propre morale.

Mais le monde blanc n'a accepté ce vaste mouvement de l'Histoire que pour rendre possible, sur d'autres bases, une noble tâche de coopération et d'assistance au service des hommes et de la paix. Il ne l'a pas accepté pour voir l'indépendance servir d'antichambre au nationalisme, à l'impérialisme et à de nouvelles guerres. C'est pourquoi la portée des événements de la Nouvelle-Guinée dépasse largement les frontières de cette contrée qui semblait à l'écart des troubles de notre siècle.

# LES DEBUTS D'UNE PAIX DIFFICILE

Sur le chemin de la paix, la deuxième étape : Farès à Rocher Noir. Onze jours après le cessez-le-feu, suivant le processus des accords d'Evian, l'Exécutif provisoire s'est installé, vendredi, dans la cité administrative à 40 km d'Alger. Abderhamane Farès, son président, venait de Paris; les cinq membres du F.L.N. de Rabat. Les cinq membres non F.L.N. (trois musulmans, deux Européens) étaient arrivés la veille. Leur mission : gérer les affaires propres de l'Algérie et préparer l'autodétermination. Dans sa villa de huit pièces, basse, moderne, avec de grandes baies vitrées donnant sur un patio de style mauresque, Abderhamane Farès a fait venir sa femme et ses deux enfants.



**EXCLUSIF**

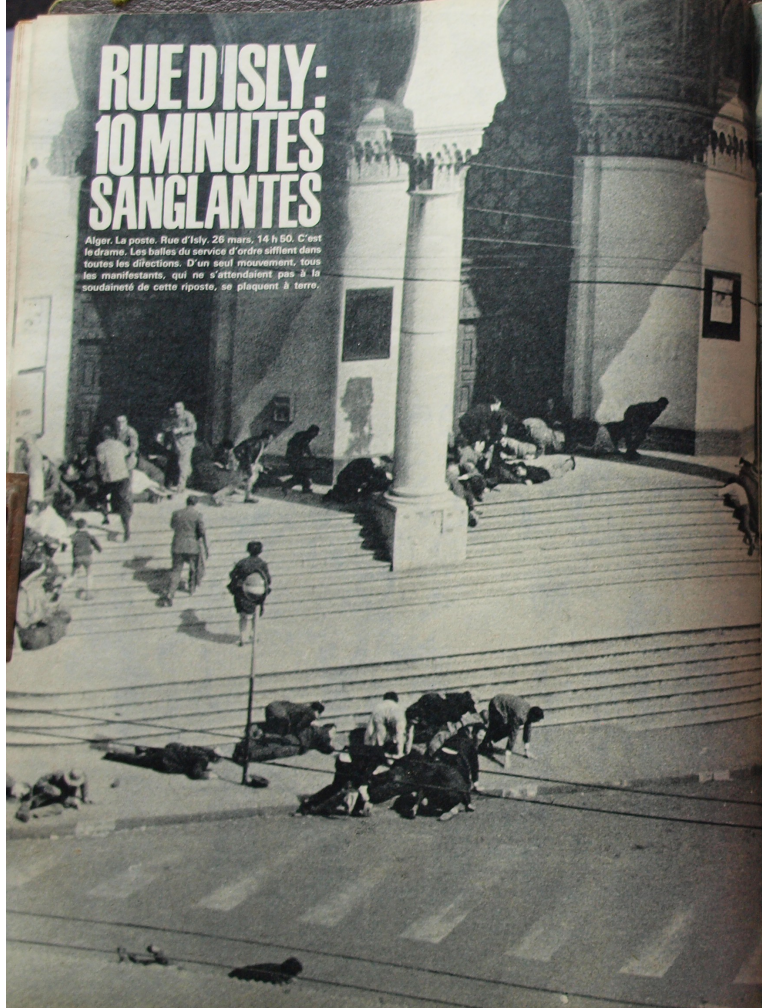
**AU  
ROCHER NOIR**  
Cigarette aux doigts.  
Abderhamane Farès, le jour de son  
arrivée à Rocher Noir. Assis,  
le cheik Bayoud, notable mozabite,  
délégué non F.L.N.  
A dr., M. Bernard Tricot.  
A g., Ben Teflija, représentant  
du F.L.N.

**SAVANS DE BELLES  
DE RETOUR DES PELLASPIRA**  
Ils ont le droit, c'est la culture. Ils ont  
l'expérience, l'histoire. Ils ont le feu  
de la lutte. Ils ont le courage et  
l'unité. Ils ont le sang et le cœur.  
Ils ont le droit de vivre et de mourir.  
Ils ont le droit de choisir et de décider.  
Ils ont le droit de se battre et de gagner.  
Ils ont le droit de se défendre et de résister.  
Ils ont le droit de se reconstruire et de prospérer.  
Ils ont le droit de se respecter et de s'aimer.  
Ils ont le droit de se défendre et de résister.  
Ils ont le droit de se reconstruire et de prospérer.  
Ils ont le droit de se respecter et de s'aimer.



# RUE D'ISLY: 10 MINUTES SANGLANTES

Alger. Le poste. Rue d'Isly. 26 mars, 14 h 50. C'est le drame. Les battes du service d'ordre attendent dans toutes les directions. D'un seul mouvement, tous les manifestants, qui ne s'attendaient pas à la soudaineté de cette riposte, se pliaient à terre.



## LE LIEUTENANT LES AVAIT SUPPLIÉS

Personne encore ne sait que le drame va éclater. Drapeaux en tête, 3 000 manifestants (en h.), qui voulaient rejoindre Bab el-Oued bouclé, s'arrêtent à l'entrée de la rue d'Isly devant une section de tirailleurs algériens. Le lieutenant (ci-dessus en képi) les adjure : « N'avancez pas. Nous avons ordre de tirer. » L'instant est dramatique, les nerfs surchauffés.



**DES PHOTOS  
FAITES AU MÉPRIS  
DU DANGER**

Contourné par la foule, le barrage des travailleurs se défait, puis se reforme. A ce moment des coups de feu éclatent et tout aussitôt c'est la fusillade, terrifiante. La panique s'empare des manifestants. Hommes et femmes se réfugient sous le porche de l'entrée principale de la poste (en h. à g.) ou se placent au sol. Sur le macadam, une étoile humaine : instinctivement pour se protéger, neuf Algériens se sont jetés à terre visage contre visage.



**ILS S'ÉTAIENT COUCHÉS, MAIS  
TOUS NE SE SONT PAS RELEVÉS**

Lorsque le peloton avance, les occupants de l'automobile se réfugient sous les yeux un spectacle atroce. La rue était jonchée de corps. On les avait hélicoptérés sous les portes cochées. Au total, de la rue d'Alger et de la rue de Chanzy (autre photo) une vieille femme et sa fille éteintes furent courtes d'air. On ramassa 84 morts par camion à l'hôpital Mustapha. Il y avait aussi près de 250 blessés, dont plusieurs, peu après, devaient succomber.

PHOTOS DE NOS ENVOIS SPÉCIAUX - DANIEL JAMUS  
ALGERIE MÉTRO / JEAN CLAUDE / BUREAU VITAL

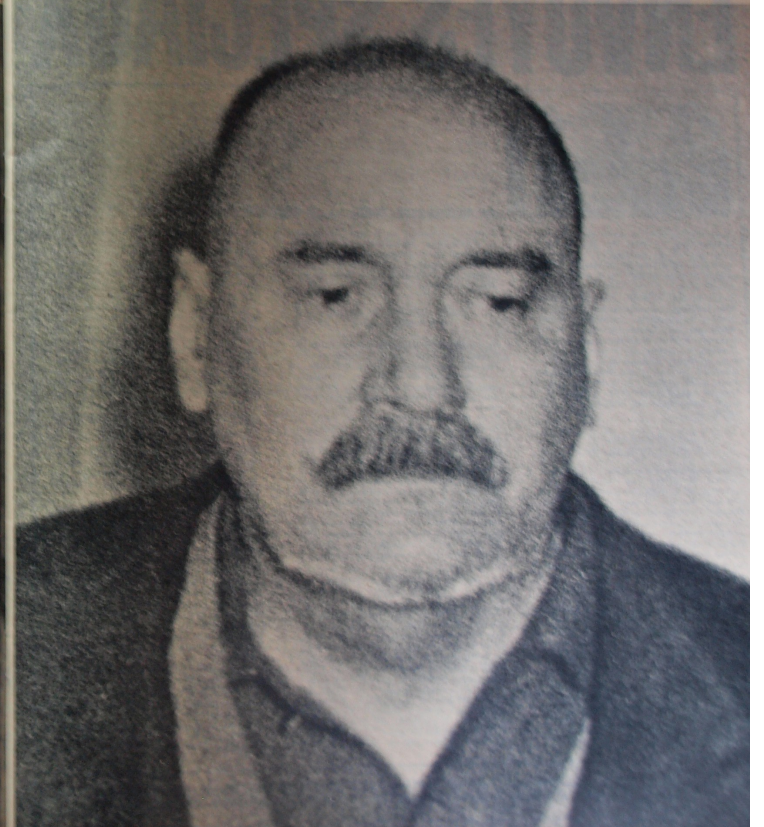
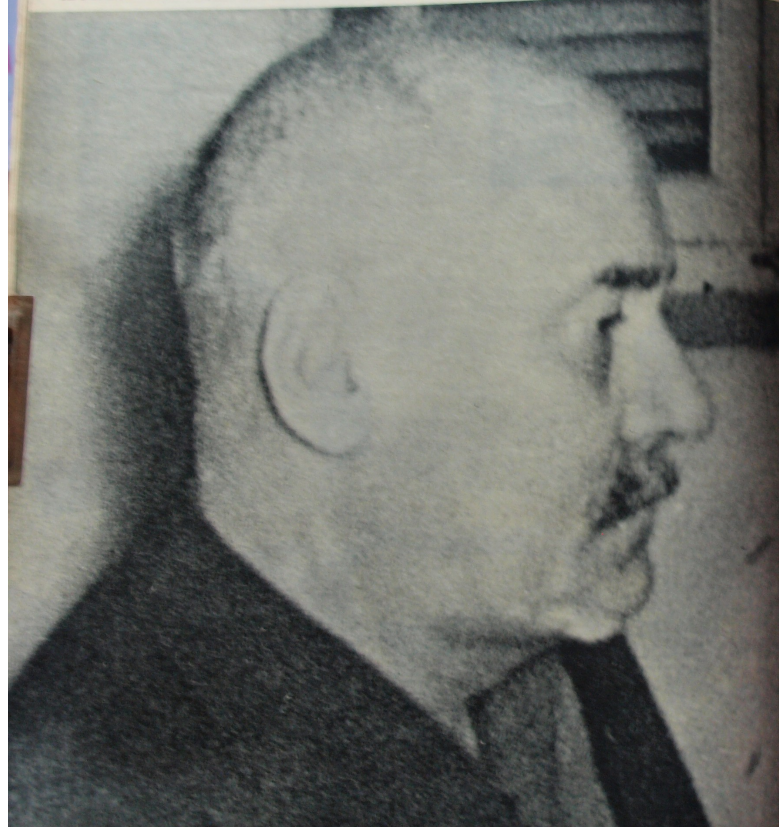
# DERRIERE CETTE TRAGEDIE UN HOMME GRIMÉ: SALAN



Cet homme à la moustache feuillée et aux cheveux sombres, installé dans un appartement secret, c'est l'ancien commandant en chef en Algérie, le général Salan, l'homme du pistolet, chef de l'O.A.S. Cette photo a été prise il y a deux mois par un reporter américain. Si la cassette le fut a été signée, si un évènement prochain a été installé, si l'Algérie est prête à choisir son destin, si cette terre endeuillée peut enfin connaître la paix, c'est malgré la volonté de cet officier perdu et qui, par ses courages de rébellion a provoqué les chocs tragiques qui ont eu lieu à Alger et à Oran.

## JONAUO, LUI AUSSI ETAIT GRIMÉ. IL EST A LA SANTE

Une photo antipostmortem, c'est la dernière image de l'ancien chef de l'armée française, le général Edmond Jouhaud. Installé à Oran, au cours d'une opération de nettoyage dans l'après-midi de 25 février, il ne fut pas reconnu tout de suite. Le chef de l'O.A.S. de l'époque avait laissé pousser sa moustache et un petit bozo, qui s'en était donné une certaine idée. Les hommes de l'opération s'étaient alors mis à chercher. Il y avait, sur un meuble, une photo de lui, dans un cadre. Il se dressa respectueusement, technicien dans l'âme et dans le cœur, et fit son salut sans s'apercevoir à 20 h 30. Deux heures après son décès, il conduisit à Paris.





## LE JOURNAL DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX

tourne sur elle-même dans les djebels.

Il pleut, on se croirait en Auvergne ou même dans l'arrière-pays de la côte Basque.

Tout à coup, à la sortie d'un virage, première surprise : un groupe de femmes kabyles, échelonné sur une petite pente, poussé des you-yous de joie derrière une petite bannière aux couleurs du F.L.N. Nous nous arrêtons ; elles sont ravies, rient plus fort encore et applaudissent.

Plus loin, nous arrivons soudain sur ce qui semble un petit camp entouré d'un dérisoire réseau de barbelés. Nous sommes contrôlés par deux moudjahidins portant une djellaba par-dessus leur treillis. Il semble bien que nous soyons les premiers civils à venir dans ce coin perdu depuis bien longtemps. Ce n'est pas un camp militaire mais une S.A.S.

Elle est composée d'un capitaine, d'un aspirant de réserve, de quelques moudjahidins et d'un petit détachement de gendarmes. Il n'y a pas de troupes et le poste militaire le plus proche est à Tizi-Ouzou. Nous sommes à Souk el-Khémit.

### « ILS » SONT TOUT PRES, PAS D'INCIDENTS

Le capitaine nous accueille sans surprise, rien ne peut plus l'étonner, depuis près de deux ans il administre une région entièrement sous l'emprise du F.L.N. Il sourit et dit : « Pour le moment, tout va bien, nous attendons... »  
« Ils » sont tout près, mais il n'y a eu aucun incident. Vous voyez, notre dernier accrochage nous l'avons eu dimanche soir à 17 heures, probablement au moment de la signature du cessez-le-feu. L'aspirant de réserve (c'est lui qui a accroché) nous dit qu'il aimerait bien « les » voir pour savoir ce qui s'est passé. « Ils » sont peut-être au douar d'Al-Hamad », explique le capitaine.

Au douar, simplement quelques hommes. Après quelques palabres ils nous donnent un guide. « C'est plus loin, disent-ils, plus loin. » Nous faisons plusieurs kilomètres sur une piste de sable. Personne. Nous commençons à douter quand on entend tout d'un coup, plus bas sur la piste, des slogans scandés très fort, accompagnés de you-yous et de clameurs. Un incroyable spectacle apparaît alors à nos yeux : le défilé de la paix sur la piste des douars. En tête, le guerrier en uniforme, de retour parmi les siens, suivi des hommes portant les drapeaux F.L.N. et des femmes et des enfants criant, applaudissant leur héros.

### ILS PORTENT DES CASQUETTES À LA BIGEARD

La procession s'approche, quand arrive alors un camion sur lequel flotte un très grand drapeau vert et blanc avec le croissant et l'étoile rouge. Il s'arrête devant nous, et nous voyons alors descendre les vrais guerriers des katibas et des commandos de zone. Ils ont des armes de guerre (fusils, pistolets mitrailleurs, grenades), portent les casquettes camouflées à la Bigeard, et les Rangers de l'armée française. Celui qui semble leur chef s'approche de nous. J'ai un choc. J'ai vraiment l'impression d'avoir affaire à un Français. Il a les yeux gris clairs, la peau très blanche, les cheveux châtain. Il s'adresse en arabe à un Kabyle à côté de nous. Ce dernier nous demande nos papiers. Nous lui donnons nos cartes de presse. Il dit à haute voix : « Ils sont de la presse, Paris-Match ».

Le chef acquiesce de la tête et répond en arabe. L'autre nous traduit : « Vous êtes de la presse, c'est bien. Il (le chef) me prie de l'excuser de vous demander vos papiers, mais il craint les provocateurs. »  
J'apprends que le chef est Si-Tabar, aspirant politico-militaire, commandant de région à la 3<sup>e</sup> willaya et sous les ordres de Mohand el Hadj l'un des der-

niers chefs de willaya restant à l'intérieur de l'Algérie. Si-Tabar monte sur une butte et prononce un discours. Il parle d'une voix forte et nette, sans affectation ; la fin de son discours est saluée par de vifs applaudissements. Il revient ensuite vers nous et commence par s'excuser de nouveau de ne pas parler très bien français alors qu'il le parle très correctement. Il résume son histoire.

« J'ai fait la guerre depuis six ans, quatre mois, et je n'ai jamais revu ma famille. J'ai d'abord été simple soldat pendant deux ans autour de Bougie, puis j'ai été nommé chef de groupe et je suis allé dans le secteur de Port-Goreydon. Puis j'ai été adjudant-chef de section à Akbou et dans la forêt de l'Alfakou. J'ai eu cinq blessures dont une pour laquelle j'ai dû rester deux semaines dans une infirmerie cachée. Le moment le plus dur pour nous a été d'avoir 1959 à février 1960, c'était pendant l'opération Jumelles. »  
A ce moment-là, il y a eu des soldats de l'A.L.N. qui sont restés quarante-cinq jours sans manger ; tous les villages étaient occupés et nous devions marcher dans la nuit avec des embuscades sur les pistes.

### « MES ENNEMIS C'ÉTAIENT MES COMPAGNONS »

Je me rends compte alors qu'à cette époque-là j'ai campé pendant plusieurs semaines avec ma compagnie à 600 mètres de lui et que j'ai probablement dû dresser des embuscades sur les pistes qu'il empruntait.  
Il ajoute : « Mes ennemis, c'étaient mes compagnons », mais il n'y a aucune haine dans le ton de sa voix, d'ailleurs le fait qu'il porte la casquette camouflée des parachutistes, ses ennemis, est significatif.  
Il conclut : « Enfin, c'est fini maintenant ; nous attendons les ordres du G.P.R.A., nous ne bougeons plus. »

Quelques jours avant, j'avais suivi Ben Bella à Oujda. Devant le poteau indicateur « Marrin 15 kilomètres », il s'était arrêté un moment, impassible en apparence. Marrin, c'est sa ville natale, de l'autre côté de la frontière. Il a joué à Oujda dans l'équipe de football de « L'Étoile Jeunesse ». Sa vieille mère, âgée de soixante-douze ans, y a longuement séjourné. Son neveu tient un salon de coiffure. Son oncle y possède encore une villa.

Il avait refusé d'être accompagné par aucun des membres de l'équipe Ben Khedda. Trois de ses anciens compagnons d'Annoy purent le suivre ; le quatrième, Khider, avait prêté une attaque de grippe pour se défilier. J'ai vu Ben Bella visiter la caserne Ben M'Hidi à Oujda. Au cours du banquet qui lui fut offert — hors-d'œuvre variés, méchoui, couscous — il présidait, assis devant un aigle immense de carton pâle, un aigle semblable à ceux que Nasser affectionne lorsqu'il se fait photographier.

Il s'est contenté de prononcer un discours de quelques phrases. Sa voix était hésitante. Il répétait ce qu'il a dit dans toutes ses conversations depuis qu'il est au Maroc : « Il est trop tôt pour se

réjouir ; la révolution doit continuer. » La population d'Oujda a été émue : il a refusé de rendre visite aux 600 familles de réfugiés dont le père ou le fils sont tombés au combat. Il n'a pas eu un regard pour les immenses camps de réfugiés qui, sous la tente, abritent 120 000 personnes au sud de la ville.

Au début de sa visite à la caserne Ben M'Hidi, des soldats se précipitaient pour lui embrasser les mains. Il les croisa derrière le dos, pour éviter ces marques d'affection. Je ne compris ce geste que plus tard ; il y avait, parmi les soldats, des commissaires politiques (1 commissaire pour 25 soldats). Ces commissaires ont été nommés par Boussouf. Ben Bella considère Boussouf comme son ennemi numéro 1.

Par contre Ben Bella a voulu s'entretenir avec chacun des officiers : il leur a promis la diminution du nombre des commissaires politiques. La moitié des officiers était enthousiasmé par ces paroles ; parmi eux, le colonel Bourmédienne, chef d'état-major, un Algérien au long visage ascétique. D'autres étaient réticents ; c'étaient les amis de Boussouf. Orani, le commandant de la willaya V, ne lui a pas ménagé ses mots :

« Nous sommes heureux de vous recevoir, dit-il. Mais n'attendez de nous aucune reconnaissance, pour nos ministres ; qu'ils aient été emprisonnés comme vous-même ou qu'ils aient donné des instructions depuis Tunis. Ben Bella s'est contenté de répondre : l'Afrique entière est brisée sur notre révolution. Nous devons rester mobilisés jusqu'à la victoire complète. »

A son retour de Rabat, Ben Bella a simplement annoncé qu'il resterait dix jours au Moyen-Orient. Lorsque nous lui avons demandé une déclaration, il s'est contenté de sourire.

Ben Yahia n'a dit, aussitôt après ; nous ne pouvons pas cacher qu'il existe maintenant un problème Ben Bella. L'ancien prisonnier d'Annoy semble craindre de ne pas rester à la légende qu'on a créée autour de son nom. Cela explique son comportement ; mais il ne faut pas oublier qu'il est resté plus de cinq ans en prison. Un autre dirigeant — je n'ai pu savoir son nom, mais c'était un ancien professeur à Mascara — ajouta mélancoliquement :

« Notre révolution était belle lorsqu'elle agissait dans la clandestinité. »



### A L'ÉLYSÉE, DE GAULLE : « CEUX QUI NE VOTENT PAS VOTENT CONTRE MOI. »

A l'Élysée, de Gaulle fait par anticipation les comptes du référendum et prépare l'allocation finale qui précédera le scrutin du 8 avril. Des ministres ont dit au président de la République : « Certes, la majorité est assurée largement, mais attention au nombre des abstentionnistes qui, par rapport aux électrices et électeurs inscrits, pourrait prendre un sens fâcheux. »

De Gaulle a répliqué aussitôt : « Qu'on sache bien que l'abstentionnisme équivaudra à mes yeux à un vote hostile. Qui n'est pas avec moi est contre moi. » Dans les partis, les préfetures, les propositions concordent : majorité très forte. Les optimistes affirment : plus de 85 %. Les prudents déclarent : 75 % au moins.

De Gaulle ne s'est pas montré très satisfait de la décision prise par le parti communiste de recommander le « oui ».

Il avait pensé que le fait d'inscrire dans la question soumise au suffrage universel une référence relative aux pouvoirs exceptionnels élargirait de lui « le cas de Maurice Thorez ».

De ce point de vue, la tactique gaulliste a été mise en échec. Mais le chef de l'Etat en appellera au résultat du premier référendum, celui de 1968 le parti communiste avait alors donné l'ordre de voter « non » et la clientèle d'extrême gauche n'avait pas suivi. De Gaulle a donc un argument tout prêt : il pourra prétendre que les conseillers des partis comptent peu devant sa personne.

### AU MAROC : BEN BELLA EST FÊTÉ COMME UN HÉROS, MAIS IL BOUDE

Personne n'avait été mis dans la confidence. Ben Bella s'en vint secrètement pour le Caire. Un Constellation spécial avait été prévu pour le transporter à

l'aérodrome de Madrid. L'avion s'immobilisa en bout de piste, au moment où devait partir le courrier régulier Madrid-Rome, afin que le transbordement de



Ben Bella, Boumediène et Bitat sont aussi discrets que possible. Ils avaient d'ailleurs reçu tous les trois des passeports marocains portant des noms d'emprunt.